

# Discours de Paul Bélanger lors de la remise du prix Emile-Ollivier - 2011

« Je reçois ce prix comme un message : dis-nous ce qui fait que tant de personnes et de mouvements à travers le monde n'arrêtent pas de se battre pour faire avancer le droit d'apprendre tout au long de la vie.

Je pense d'abord à Paolo Freire, l'auteur de "Pédagogie des opprimés". J'ai eu la chance de le connaître. Quelques mois, avant sa mort, en 1997, je lui demandais ce qui était le plus important pour l'avenir de l'humanité. Il m'a répondu : la curiosité, le droit de tout un chacun de nourrir et de poursuivre sa curiosité tout au long de sa vie.

Oui, le droit le droit de questionner, de chercher à savoir ce qui se passe, le droit de regarder autrement, le droit de se donner des lunettes d'approche pour voir ailleurs par-dessus la clôture du quotidien, le droit de rêver ensemble à un autre monde possible. Ce droit est devenu essentiel, par plaisir d'abord, pour vivre avec dignité, mais aussi pour prévenir, pour corriger, pour s'organiser.

En 1985 à Paris à la troisième CONFINTEA à Paris, les associations d'éducation des adultes, dont l'ICEA, exclues de la conférence intergouvernementale, se réunissent dans le sous-sol de l'UNESCO et vont produire la fameuse déclaration "Le droit d'apprendre" qui, après une campagne de corridor auprès des délégués officiels, sera entérinée par l'assemblée. On parlait alors de droit de tous de questionner, du droit à l'imagination.

Oui, on ne peut se passer de l'intelligence, de l'expérience et de la curiosité des hommes et des femmes de tous les continents. Il le faut pour voir autrement l'économie et sa présente confusion. Il le faut pour dynamiser nos démocraties girouettes, malades de sondages. Il le faut pour bâtir une paix durable, une paix qui cessera de culbuter à répétition dans des guerres trop payantes pour l'influente industrie militaire.

Ce droit à la liberté de sa curiosité et à la liberté de son intelligence, ce droit à la liberté de son corps, ce droit de vivre et pas seulement de vivoter, un droit que les femmes nous ont appris à ne jamais arrêter de conquérir, n'est pas seulement un droit fondamental, mais aussi une nécessité, parce que..., pour beaucoup de "parce que".

Le droit d'apprendre commence dès la toute petite enfance avec les milliers de "pourquoi" qu'on nous pose. Marius, mon petit fils, n'arrête pas tes "pourquoi". Continue, même si ça embête tes parents, continue justement parce que ça embête les adultes, nous qui, dans le tourbillon de la vie, oublions trop vite les "pourquoi", et vivons en dormant.

Le droit d'apprendre tout au long de la vie est une nécessité pour pouvoir exercer tous les autres droits, pour les connaître, les faire valoir, y maintenir une curiosité vigilante. Jules, mon autre petit fils, tu l'as appris bien tôt avec tes "ben quoi j'ai bien le droit". Oui, Jules et Marius, oui, tous les Jules et Marius du monde, continuez vos "pourquoi", continuez d'être curieux, exigez l'espace et le droit de le faire.

\* \* \*

Ce droit de continuer d'apprendre la vie durant est plus qu'un droit. Il est devenu une nécessité dans tous les champs de l'activité humaine.

Une nécessité d'abord pour les travailleurs, travailleuses, ainsi que pour la survie des économies nationales. Il permet à des millions d'adultes, au cours de leur carrière, de se perfectionner ou de maîtriser un nouveau métier et ainsi préserver leur emploi. Ce développement continu des savoirs et compétences reliés au travail est devenu une stratégie clé pour permettre aux entreprises de se repositionner rapidement sur un marché de plus en plus fluide et mondialisé, sinon hors contrôle. Certains parlent de capital humain pour démontrer l'importance d'investir non seulement dans les technologies, mais aussi dans les personnes. La comparaison est parlante, certes, mais boiteuse. Capital humain. Oui, l'humain est capital, mais le capital l'est-il dans le contexte d'aujourd'hui? Il ya plus. Si on me prend mon avoir, mon capital physique ou financier, je le perds et l'autre s'enrichit. Mais lorsque je transmets mon savoir, l'autre l'apprend, et moi, je l'approfondis, tous y gagnent. Oui, le savoir, ce n'est vraiment pas comme l'avoir! Le développement cesse alors d'être accaparé, il se poursuit, se diffuse, se démultiplie.

Il y a le droit d'apprendre des femmes, leur droit et la nécessité de se faire reconnaître les compétences fortes acquises dans l'économie informelle et dans un travail ménager mal partagé (oui, Heidi, je sais, mal partagé aussi dans ma propre maison!). La demande également des femmes à la formation suite à un congé de maternité. L'accès aussi à la formation en milieu de travail, malgré le statut d'employés non permanents qui est souvent le cas des femmes.

Continuer d'apprendre est devenu aussi une nécessité pour la survie écologique de notre planète. Chaque citoyen a besoin de devenir compétent et alerte pour d'abord assainir son arrière-cour, mais aussi pour se joindre aux autres et comprendre que les nuages ne connaissent pas de frontières.

Parlons santé. Aujourd'hui, médecins et autres professionnels, pressés par le système, n'ont plus le temps d'expliquer aux individus ce qui se passe dans leur corps. Devant cette impatience institutionnalisée, les patients doivent cesser de l'être; ils doivent de devenir actifs et s'informer, apprendre par eux-mêmes. Or, les compétences de base en santé et cette capacité d'aller voir sur Internet ou de décrypter la posologie écrite au dos des bouteilles de pilule sont fort inégalement distribuées. Tous ne sont pas sur un même pied d'égalité pour savoir ce qui se passe dans leur corps. Cette curiosité, aujourd'hui nécessaire, mais de fait praticable que par certains, est devenue un mécanisme majeur, bien que silencieux, d'inégalité profonde en matière de santé tant curative que préventive.

Les parentes et grands-parents ont un rôle crucial à jouer pour aider leurs enfants et petits enfants à réussir à l'école. Mais alors, ils doivent pouvoir se mettre à jour sur les nouveaux programmes scolaires, les maths, le français, etc. Il leur faut avoir accès aux ressources nécessaires pour se mettre à jour. Oui, tous les parents et grands-parents, et pas seulement ceux qui ont le privilège de baigner déjà dans la culture scolaire.

Apprendre est aussi une nécessité pour les détenus. Leur période de détention peut alors leur permettre d'acquérir les qualifications et comprendre ce qui s'est passé pour pouvoir d'abord retrouver leur dignité, mais aussi, si nos sociétés sont assez ouvertes pour le leur permettre, de réussir leur réintégration socioprofessionnelle. Ce n'est pas dans les fortifications faut investir, mais dans la formation. Ce n'est pas dans le mortier, mais dans la curiosité.

Ce droit est une nécessité combien évidente pour les personnes immigrantes. Elles ont besoin de maîtriser la langue du pays d'accueil et d'apprendre les droits que ce pays leur reconnaît formellement. Elles ont besoin également qu'on leur reconnaisse leur compétence pour éviter de se taper tout un programme et réapprendre deux fois la même chose, tout ça souvent pour se plier à des intérêts corporatifs.

Et que dire des compétences de base devenues essentielles dans l'univers quotidien d'aujourd'hui, univers fait de communication écrite, de courriels, de Skype et de guichets électroniques, compétences devenues essentielles pour découvrir, même tardivement, le grand plaisir de lire, la jouissance tranquille de voyager sur papier, ce tapis volant à bon marché.

Parlons des aînés. Hélas, le droit d'apprendre tout au long de la vie s'arrête souvent à 65 ans, à moins d'avoir les moyens de participer aux activités offertes devenues presque toutes payantes. Rappelons-nous que la moitié et plus des personnes à la retraite, et ce sont surtout des femmes, n'ont comme tout revenu que les pensions publiques. Beaucoup d'entre elles n'ont pas les moyens de se payer la câblodistribution et l'internet ni de s'abonner aux journaux. Elles n'ont même pas la possibilité, sauf exception, d'apprendre à se familiariser avec les nouvelles technologies. Cette formation qui, depuis les Pays-Bas jusqu'en Scandinavie en passant par l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche, est devenue un engouement généralisé.

Ces aînés qui passent six heures par jour devant une télé limitée à 6 canaux et souvent enneigée, ces aînées, de dire Adorno, ont beaucoup de temps libre, mais bien peu de liberté. Oui, elles ont bien peu de liberté et de moyens de liberté. Cette discrimination selon l'âge de l'éducation tout au long de la vie est plus qu'une violation de droits fondamentaux et de la dignité humaine, c'est aussi une erreur économique et sociale. Faute pour ces aînés de plus en plus nombreux de pouvoir continuer à nourrir leur curiosité, de développer leur autonomie, d'accroître leurs capacités d'action, la société perd des ressources considérables. Plus encore, le système de santé s'enlise alors dans une croissance de demandes de soins qui, par une sédentarité entretenue, s'accroît bien au delà des demandes réelles. Il faut stopper cette déperdition organisée de l'autonomie physique et intellectuelle des aînés. Mettons en place les conditions de nourrir notre curiosité tout au long de nos vies. Oui on peut enterrer vivante la curiosité.

De ce point de vue aussi, l'éducation populaire doit redevenir un mandat normal de nos services d'éducation des adultes, comme partout au nord de l'Europe.

Nos sociétés à haute intensité de savoir risquent de devenir profondément inégalitaires, si elles ne sont pas aussi des sociétés à haute intensité de curiosité et à large diffusion des moyens de la nourrir.

Oui, c'est en raison de tous ces "PARCE QUE" que le droit d'apprendre tout au long de la vie est devenu un enjeu majeur. »

